

## **CONFÉRENCE DE PRESSE DU 8 SEPTEMBRE 2023**

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

## Le déclassement en silence ? Sans nous.

Les gens qui travaillent et les retraités font face à une situation tristement simple : les coûts de la vie ne font qu'augmenter, alors que les revenus stagnent. Concrètement, il reste toujours moins de marge à la fin du mois. Ce résumé de la situation est devenu banal. Il n'y a pas besoin de donner ni détails ni exemples : tout le monde le sait, tout le monde en parle, les journaux en sont pleins. La Suisse traverse une crise sociale qu'il faudrait être aveugle et sourd pour ignorer.

Il y avait pourtant des choses évidentes dans ce pays, comme l'idée que quelqu'un qui travaille pouvait regarder l'avenir avec une certaine sérénité et espérer, année après année, que les choses s'améliorent un peu. Au contraire, nous voyons aujourd'hui en Suisse se mettre en place une baisse du niveau de vie gens qui travaillent, des classes populaires aux classes moyennes. Un gigantesque programme de compression salariale, de baisses d'impôt pour les hauts revenus et de réduction des dépenses publiques est en cours. Mais ceux qui le défendent n'osent pas le nommer.

Ceux que l'on n'entend pas, ceux dont on ne parle pas, ce sont en revanche les responsables et les profiteurs de cette situation. Les employeurs, qui refusent d'entrer dans des négociations constructives, ne serait-ce que pour maintenir le niveau de vie des gens qui font fonctionner l'économie suisse. Les entreprises, qui reconstituent leurs marges, réalisent des profits record, tant et si bien que même les économistes libéraux s'inquiètent de leur responsabilité dans l'inflation que nous connaissons. Les hauts cadres, qui bénéficient d'augmentations de salaires faramineuses, dépassant de loin la compensation du renchérissement. Tout ce petit monde se fait discret comme jamais. Le Parlement qui se lave les mains des hausses dans l'assurance-maladie. Le Gouvernement qui refuse d'agir pour éviter la hausse des loyers et maintient ses projets d'austérité. En résumé : tous les coûts supplémentaires sont à la charge des ménages, et pendant ce temps on ne compense même pas l'inflation sur les revenus. Quatre ans de baisse des salaires réels à la suite : on se croirait en pleine crise économique, mais il n'en est rien!

Car même si les élites politico-économiques de ce pays se cachent et fuient leurs responsabilités, rien de tout ce qui se passe n'est dicté par des lois de la nature. C'est le fruit de décisions concrètes. Et l'appauvrissement ne menace pas tout le monde : une formidable mécanique de redistribution des richesses vers le haut, d'agrandissement des écarts de revenus est en route. Pour les actionnaires et les managers, la période actuelle est une aubaine! L'argent est là, la

Suisse produit grâce à ses travailleuses et travailleurs une quantité de richesses toujours plus grande. Mais il est plus injustement réparti qui jamais.

C'est parce que ce silence est insupportable que nous élevons la voix, et que nous le ferons en particulier lors d'une manifestation à Berne le 16 septembre prochain. Parce que nous voulons faire tomber les masques et nommer les responsables. Et parce que nous voulons rappeler qu'il est possible de faire autrement. Les entreprises disposent de moyens suffisants pour augmenter les salaires, pour s'asseoir à la table des négociations et protéger le pouvoir d'achat de leurs salarié-e-s. Les collectivités publiques disposent de marges de manœuvres se chiffrant en milliards qui permettraient d'alléger les hausses des primes-maladie, des prix des transports publics. Enfin, les leviers d'action pour freiner les hausses de prix existent, comme dans l'électricité, il ne manque qu'un peu de courage.

Il appartient désormais au peuple de dire haut et fort que ça ne peut pas continuer comme ça. Cela commence par la manifestation du 16 septembre prochain. Et cela se poursuivra dans les urnes jusqu'à une série très importante de votations, sur les retraites et les primes-maladie, au printemps 2024. C'est cette séquence que nous ouvrons aujourd'hui. Et si elle est bruyante, c'est parce que que le silence face au déclassement social généralisé n'est pas une option.